

Un « bulletin de pension de retraite » pour tous les retraités

=

Un droit à l'information et à la citoyenneté



La dématérialisation des procédures administratives conduit à la marginalisation des personnes bien au-delà des plus vulnérables.

Le développement des technologies numériques a un impact important sur la vie sociale et politique.

La société est de plus en plus fragmentée, renvoyant au chacun pour soi.

La fracture numérique peut être profonde et source de nouvelles inégalités.

Ceci n'est pas inéluctable.

Les retraités se sentent exclus de ces nouvelles procédures.

**Comment comprendre pour un retraité,
interpréter, les variations des versements
mensuels des différentes pensions
sur le compte bancaire ?**

**Comment éventuellement contester
ces versements ?**

S'agit-il d'une baisse ou d'une augmentation des cotisations sociales prélevées (CSG, CRDS, Casa,...) ?

S'agit-il d'une variation du montant du prélèvement à la source (PAS) de l'impôt, ou bien, du changement du montant brut de la pension ?

Un seul recours,... internet.

Sauf que 30% des retraités ne recourent pas au numérique pour des tas de raisons : pas d'équipement ou manque de périphériques (relais internet, imprimante, scanner, ...), situation dans une zone blanche ou bien tout simplement : manque de maîtrise de l'outil informatique.

Trois français sur cinq éprouvent des difficultés à utiliser l'ordinateur pour effectuer leurs démarches administratives

Comment fournir les documents nécessaires pour une aide sociale, pour un emprunt, etc.

**Pour la CGT, ne pas avoir accès
à ses droits est une atteinte à la
démocratie et à la citoyenneté.**

Un retraité, comme tout citoyen, doit pouvoir accéder à la vérification de ses ressources.

À ce problème de démocratie, d'information, de service public, s'ajoute la tendance actuelle, des administrations, des banques, ... incitant à supprimer les relevés papier.

Avec cet objectif du tout numérique, quelle place pour le citoyen retraité ?

Le défenseur des droits dénonce la dématérialisation des procédures administratives qui conduit à la marginalisation des personnes les plus vulnérables : « À l'heure du digital et du numérique, nombre de nos concitoyens sont perdus dans leurs démarches, plus on nous promet de simplification, plus la complexité des procédures s'accroît... ».

**Pour la CGT, l'accès à l'information
de sa pension de retraite doit-être
sur support papier**

La CGT est à l'initiative d'une campagne pour l'obtention de cette revendication et a besoin de l'appui de tous pour la faire aboutir.

Outre les rencontres prévues avec les administrateurs de caisses de retraites et complémentaires, les parlementaires seront aussi sollicités.

Dans un premier temps, il vous est proposé de signer une carte à l'adresse du Premier ministre de la République.

Montreuil, septembre 2021